Climat : des appels à verdir les plans de relance

Après 2008, les programmes de soutien à l'économie avaient abouti à une forte hausse des émissions de CO_2

La crise économique provoquée par la pandémie de Covid-19 va-t-elle réduire à néant les efforts pour limiter les effets du changement climatique ? Ou sera-t-elle l'occasion d'orienter les plans de relance massifs en préparation vers la transition énergétique et écologique ?

« Il est très important que les gouvernements ne pensent pas uniquement en termes de relance de l'économie et s'attachent à la construction d'un meilleur futur, alerte Fatih Birol, le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). *Les plans de relance sont d'une ampleur qui n'arrive qu'une fois par siècle, au regard des montants mobilisés. Cela va structurer l'économie et donner forme au monde dans lequel nous allons vivre. »*

Pour l'économiste Helen Mountford, vice-présidente du World Resources Institute, *« les gouvernements et les entreprises qui échafaudent les mesures de relance ont deux choix : soit ils nous piègent pour encore plusieurs décennies dans un modèle de développement polluant, inefficace, carboné et non soutenable ; soit ils en profitent pour accélérer le basculement vers une énergie et des transports bas carbone, qui apporteront des bénéfices économiques à long terme ».*

Investissements ciblés

Pour mettre en œuvre la transition énergétique, certaines pistes apparaissent évidentes aux experts. Les Etats devraient commencer par soutenir en priorité la rénovation énergétique des bâtiments et toutes les actions permettant de réduire la consommation d'énergie. *« C'est un secteur qui permet de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre, tout en créant beaucoup d'emplois »*, souligne M. Birol.

Une action coordonnée entre une très forte augmentation de la commande publique et une mobilisation du secteur privé permettrait de relever ce premier défi. A l'image de la campagne de plus de 4 milliards de dollars (3,7 milliards d'euros) menée, en 2011, par l'administration Obama aux Etats-Unis, qui a permis d'isoler des centaines de milliers de logements.

D'autres axes apparaissent clairement : soutien aux énergies renouvelables et aux véhicules électriques, renforcement du projet européen d'« Airbus des batteries »... Le choix des projets à épauler ou à lancer sera crucial. Pour Michael Liebreich, de Bloomberg New Energy and Finance (BNEF), la priorité n'est pas de favoriser les parcs éoliens et solaires, qui sont peu chers et rentables dans la plus grande partie du monde. Il appelle plutôt à des investissements ciblés pour opérer la nécessaire transformation des réseaux électriques et des infrastructures de stockage, afin qu'ils puissent absorber l'intermittence des énergies renouvelables. Des chantiers coûteux, qui ne peuvent qu'être lancés par la puissance publique.

Pour sélectionner les projets qui pourraient faire partie d'un plan de relance, Stéphane Hallegatte, économiste à la Banque mondiale, a listé trois critères principaux : le nombre d'emplois créés, les bénéfices de moyen terme et la contribution à la décarbonation. *« Beaucoup de projets peuvent marquer des points dans ces trois catégories »*, estime-t-il, citant l'efficacité énergétique, la protection de la biodiversité ou les transports durables.

Cette réflexion se heurte toutefois à une question essentielle : comment mettre en œuvre la transition énergétique lorsque des pans entiers de l'économie sont en grande difficulté ? En Europe, des dizaines de milliers d'emplois sont menacés dans l'industrie, à brève échéance, sans soutien public. Par ailleurs, les prix du pétrole, à un niveau historiquement bas, représentent une tentation très grande de ne pas changer de modèle énergétique.

D'ailleurs, après la crise de 2008, la reprise économique s'est accompagnée d'une forte hausse des émissions de CO_2 – elles ont augmenté de 5 % en 2010. *« Gérer seulement la crise à court terme serait une erreur monumentale. C'est ce qui a été fait en 2008 et cela a conduit à un ralentissement de l'action contre le climat »*, souligne Laurence Tubiana, la présidente de la Fondation européenne pour le climat.

M. Liebreich est plus catégorique : *« Aucun plan de relance ne doit bénéficier aux entreprises qui ne sont pas viables dans un monde bas carbone – qu'il s'agisse des compagnies aériennes low cost, de la production d'électricité à partir de charbon, ou d'activités non rentables comme le gaz, le pétrole de schiste ou les sables bitumineux. »*

Les prix du pétrole, historiquement bas, sont une tentation très grande de ne pas changer de modèle énergétique

Plusieurs voix s'élèvent ainsi pour conditionner les aides aux entreprises des secteurs aérien ou automobile à des engagements plus fermes en faveur de la transition écologique. *« Il faudra aussi éviter de financer des projets qui n'ont aucune rationalité pour le climat, comme des zones commerciales, qui aggravent l'artificialisation des sols. De la même façon, il serait absurde de creuser la dette publique pour financer l'achat de SUV, qui sont incompatibles avec la neutralité carbone »*, avance le député européen Pascal Canfin (Renew Europe).

Pour la présidente de l'association altermondialiste Attac, Aurélie Trouvé, il faut aller plus loin en conditionnant *« toutes les aides des banques centrales et des banques publiques à une transition écologique et sociale des entreprises »*. Attac, la CGT et Greenpeace ont lancé une pétition en ce sens, mardi 7 avril, appelant les plans de relance à cibler *« uniquement les besoins sociaux et écologiques des populations »*.

Le débat s'annonce houleux en Europe. Quelques semaines avant le début de la crise sanitaire, la Commission européenne posait les fondations de son Green New Deal, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Mais cette perspective est déjà remise en cause, plusieurs pays, dont la Pologne et la République tchèque, ayant demandé de décaler cet objectif. En raison de la crise, 37 députés européens conservateurs et d'extrême droite ont demandé, le 30 mars, *« de reporter les nouvelles législations dans le cadre d'initiatives telles que le Green Deal européen »*. Et des pays, comme les Pays-Bas, sont déjà en train de revenir sur certains de leurs engagements climatiques.

Les industriels comptent bien en tirer parti : dans une lettre adressée à Ursula von der Leyen le 30 mars, le lobby européen de l'automobile demande, à mots couverts, de relâcher les réglementations sur les émissions de CO_2 des véhicules. *« Cette crise secoue tout le monde, mais il ne faut pas aller trop loin dans la remise en cause : il va falloir protéger l'industrie européenne »*, s'inquiète un patron français.

D'autres secteurs, comme le gaz ou l'aérien, s'activent en coulisses pour débloquer des fonds de soutien et réduire les ambitions environnementales de l'Union européenne. La France a ainsi obtenu que les compagnies aériennes puissent repousser de deux ans le paiement de certains impôts, sans, dans le même temps, fixer de cadre pour la transition du secteur. Plusieurs centaines d'ONG ont signé un appel, lundi, pour demander qu'il n'y ait pas de sauvetage des compagnies aériennes *« sans une fin des exemptions fiscales »* et à la condition que l'industrie aéronautique s'aligne sur une trajectoire de 1,5 °C.

Aux Etats-Unis, le massif plan de soutien de 2 000 milliards de dollars voté par le congrès, le 25 mars, ne contient aucune de ces orientations. *« Ce n'est pas à propos du ridicule Green New Deal. Il s'agit de remettre nos excellents travailleurs et entreprises au travail ! »*, a ainsi tweeté Donald Trump, le 24 mars. Quelque 50 milliards de dollars sont prévus pour soutenir le secteur aérien – là aussi, sans aucune forme de contrepartie. ■

AUDREY GARRIC, PERRINE MOUTERDE ET NABIL WAKIM

En France, les pistes pour associer reprise et transition écologique

Rénovation des logements, développement des énergies renouvelables et des transports en commun... les propositions se multiplient

Imaginer le monde d'après. Un monde plus résilient, plus sobre, plus solidaire. Un monde capable de résister aux chocs sanitaires, mais aussi climatiques, amenés à se multiplier. Malgré une épidémie de Covid-19 encore loin d'être endiguée, les propositions se multiplient en France pour centrer les plans de relance économique sur la transition écologique et sur la lutte contre le changement climatique.

Dans une étude publiée mercredi 1er avril, des chercheurs de l'Institut pour l'économie du climat (I4CE) et de l'université Paris-Dauphine proposent une trentaine de mesures dans sept secteurs-clefs de la stratégie nationale bas-carbone (SNBC), l'outil de pilotage qui indique comment la France entend réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Ils suggèrent d'accélérer la rénovation des logements, de favoriser la production d'électricité renouvelable, de développer les transports en commun, les infrastructures ferroviaires, les réseaux cyclables et les voitures bas carbone, par exemple en restreignant la circulation des véhicules les plus polluants puis en interdisant leur vente, ou en développant les infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Associées à un plan de financement public de 7 milliards d'euros par an, ces mesures permettraient de déclencher 19 milliards d'euros d'investissements publics et privés supplémentaires chaque année jusqu'en 2023. De quoi *« remettre globalement la France sur les rails de la SNBC »*, estime Hadrien Hainaut, expert à l'I4CE, mais aussi *« contribuer à soutenir l'activité économique en sortie de crise, tout en renforçant notre société face à des chocs futurs »*.

Le Fonds mondial pour la nature (WWF), qui recommande de conditionner les aides aux grandes entreprises en fonction de leur engagement à s'investir dans la transition écologique, propose de s'appuyer sur la « taxonomie verte » de l'Union européenne. Il s'agit d'une classification des activités économiques en fonction de leur empreinte écologique. *« Il faut relever les entreprises, mais pas à n'importe quelle condition,* assume Isabelle Autissier, la présidente du WWF. *En gelant les subventions au secteur fossile, par exemple, on décourage l'utilisation de ces énergies et on encourage le renouvelable. »*

Outre les secteurs des transports et de l'énergie, l'organisation insiste sur la nécessité de réformer l'agriculture, en réduisant notamment nos importations de protéines végétales pour l'alimentation animale et en luttant contre la déforestation importée.

Des « plans de transformation »

Pour *« ne pas reproduire les erreurs du passé »*, le député Matthieu Orphelin (Libertés et territoires) appelle à *« ne plus parler de plans de relance »* mais de *« plans de transformation »* de l'économie et de la société. Il a conçu 39 propositions, qu'il a soumises au président de la République et au premier ministre, qui vont d'une revalorisation des métiers de la santé au triplement du rythme de rénovation énergétique des logements, en passant par un grand plan sur la sobriété numérique. Pour financer ces mesures, il propose une hausse des droits de succession et de mutation pour les plus gros patrimoines ou une extension de la taxe sur les transactions financières. *« Il faut assumer un investissement public beaucoup plus fort dans les domaines du climat, de la biodiversité ou de la santé »*, souligne-t-il.

C'est le parti inverse qu'a pris The Shift Project, un cercle de réflexion qui travaille à des solutions en faveur d'une économie décarbonée. *« Toutes les mesures de transition qui présupposent beaucoup de moyens financiers pour être menées à terme ne sont pas résilientes, car l'avenir va s'écrire pour l'essentiel dans un contexte de décrue économique »*, avance son président, Jean-Marc Jancovici, qui devrait présenter dans les prochaines semaines une série de propositions.

Ces pistes seront-elles adoptées par des responsables politiques qui ont, justement, toujours eu l'œil rivé sur la croissance ? *« J'ai beaucoup de doutes sur le fait qu'une fois sortis de cette crise on ait des politiques économiques très vertueuses. Je crois que l'on sera plutôt dans une course à retrouver la croissance, le pouvoir d'achat, des industries qui tournent »*, juge Daniel Boy, directeur de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po.

Au-delà de la volonté politique se pose la question de l'adhésion de la population

Samedi 28 mars, Matthieu Orphelin et 44 députés de tous bords ont déposé un amendement à la loi d'urgence face au Covid-19 pour proposer un *« grand plan de transformation de notre société en faveur du climat, de la biodiversité, de la solidarité et de la justice sociale »*. Il a été rejeté sans même être débattu, après l'avis défavorable du gouvernement. L'exécutif s'est montré pour l'instant plus que timide sur la question, privilégiant les outils de relance économique plus classiques.

Au-delà de la volonté politique, se pose la question de l'adhésion de la population. *« Avant la crise, la préoccupation pour l'environnement était bien là, mais elle n'était pas complètement enracinée. Avec une tempête comme ça, il est possible qu'elle soit complètement déracinée »*, craint M. Boy.

D'où la volonté d'associer les citoyens à la réflexion. Matthieu Orphelin a lancé, samedi 4 avril, avec 60 députés, une consultation en ligne pour *« construire le jour et le monde d'après »*, dont la synthèse est prévue mi-mai. Les 150 Français de la Convention citoyenne pour le climat, qui travaillent depuis six mois sur des réponses à la crise climatique, ont aussi débattu d'une stratégie de sortie de la crise du Covid-19 lors d'une session en visioconférence les 3 et 4 avril. A l'instar du collectif Démocratie ouverte, qui œuvre à un renouveau de la démocratie, des dizaines d'initiatives de la société civile appellent à la mise en place d'un chantier participatif permettant à tous les citoyens de proposer des solutions et de délibérer. ■

AU. G., PE. M. ET NA. W.